

Non classifié

GOV/PGC(2004)22



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

19-Oct-2004

Français - Or. Anglais

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
COMITE DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE**

**GOV/PGC(2004)22
Non classifié**

PRÉSENTATION DU PROJET SUR LA GOUVERNANCE EN CHINE

30ème Session du Comité de la Gouvernance publique -- 28-29 octobre 2004

Ce document est présenté au Comité pour information.

Pour plus d'informations, veuillez contacter
Irène HORS mél : irene.hors@oecd.org, fax : 33 1 44 30 63 34
Jon BLÖNDAL mél : jon.blondal@oecd.org, fax: 33 1 44 30 63 34

JT00172044

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

PRÉSENTATION DU PROJET SUR LA GOUVERNANCE EN CHINE

1. En mars 2001, le Comité exécutif en session spéciale a consacré une partie de sa réunion à un échange de vues avec un haut fonctionnaire chinois sur les « progrès de la réforme et de la coopération avec l'OCDE » à l'issue duquel les délégués au CESS se sont interrogés sur les meilleurs moyens de développer les relations de l'OCDE avec la Chine. Plusieurs thèmes ont été retenus, qui pourraient figurer parmi un éventail de questions à examiner avec les autorités chinoises afin de mieux cibler les activités de coopération. Ces thèmes ont été ensuite présentés par le CCNM aux autorités chinoises qui ont sélectionné la question de la réforme de la gouvernance aux niveaux central et local.

2. La gouvernance est donc le « dénominateur commun » du programme 2003-2004 avec la Chine. Cette priorité est traitée dans le cadre d'un effort horizontal, associant toutes les directions concernées et coordonné par le CCNM et la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial (GOV). Le projet « Gouvernance en Chine » sera couronné par la publication d'un rapport complet.

3. Ce projet a pour objectifs :

- d'encourager les responsables chinois à s'attaquer aux problèmes de gouvernance les plus pressants qui entravent le développement social et économique du pays et ses relations avec le monde extérieur. Le rapport final mais aussi le processus de coopération nécessaire à sa préparation ont pour but de prodiguer aux responsables chinois des conseils sur les politiques à suivre et leur apporter un soutien, en s'appuyant sur l'expérience concrète des pays membres.
- de permettre aux membres de l'OCDE de mieux comprendre les enjeux complexes auxquels est confrontée la Chine en matière de gouvernance dans la poursuite de sa transition vers l'économie de marché.

4. Le « Rapport sur la gouvernance en Chine » (titre provisoire) présentera 18 chapitres et une synthèse (voir le projet de table des matières en annexe). Dix chapitres traitent des aspects de la gouvernance qui intéressent l'ensemble de l'administration : ils concernent des questions transversales communes au secteur public dans son ensemble, tels que la programmation budgétaire, la fonction publique, l'intégrité, la gestion de la réglementation et les structures organisationnelles. Huit chapitres traitent des questions à caractère sectoriel : ils renvoient à des aspects d'organisation ou de mise en œuvre relevant de divers domaines de l'action publique : gestion des institutions bancaires, droits de propriété intellectuelle, politiques du marché du travail et de protection sociale, etc.

5. Le rapport présente l'état et l'évolution de la gouvernance en Chine. Il identifie nombre de défis qui limiteront la capacité des dirigeants chinois à assurer un développement durable s'ils ne sont pas surmontés. La Chine est tout à la fois un pays en transition depuis un régime d'économie planifiée (nombre de questions se posent à cet égard, en particulier dans le nord est), un pays en voie de développement (ouest et centre) et une économie émergente (régions côtières). Les nécessaires efforts de réforme de la gouvernance reflètent ces trois facettes de la Chine : poursuite du mouvement de paradigme institutionnel d'une économie planifiée vers une économie de marché ; renforcement des capacités gouvernementales et efficacité ; ajustement de l'intervention de l'état dans la régulation des forces du marché et la prestation de services publics.

6. Le rapport étudie également les réponses possibles aux défis de gouvernance en s'appuyant sur l'expérience des pays membres de l'OCDE. Il est avéré que la notion et la pratique de la gouvernance sont intimement liées à celles du système politique. Même si le système politique chinois ne partage pas toutes les caractéristiques principales des démocraties pluralistes communes aux pays de l'OCDE, l'expérience de ceux-ci est une source d'information précieuse pour les réformateurs chinois. La grande question du rôle de l'état dans une économie de marché aux mains d'acteurs du privé constitue bien l'une des questions majeures qui sous-tendent les défis de gouvernance actuels. De plus, l'action collective, sa forme et ses réformes posent des problèmes similaires sur l'ensemble de la planète.

7. Le rapport sera achevé fin 2004. Il a été proposé qu'il soit présenté et discuté lors d'une réunion d'experts des pays membres et du *Development Research Center* du *State Council* (DRC) qui serait organisée à Paris début janvier 2005. Le DRC est l'organisme chinois de recherche en économie et questions sociales. L'OCDE est depuis longtemps en relation avec cet organisme dont les travaux sont à bien des égards la réplique des activités analytiques que mène l'OCDE. Il est donc proposé d'organiser, à Pékin en mai 2005, une réunion de dialogue politique au cours de laquelle les résultats du projet sur la gouvernance seraient débattus et diffusés. Ceci grâce à la coopération avec le *State Commission Office for Public Sector Reform* (SCOPSR), qui est le principal partenaire de l'OCDE pour les travaux menés sur la gouvernance. Présidé par le Premier ministre, le SCOPSR est un organisme de haut niveau. La future coopération a fait l'objet d'un Mémorandum d'accord signé en début d'année entre l'OCDE et le SCOPSR.

ANNEXE
PROJET DE TABLE DES MATIÈRES DU RAPPORT FINAL

LE RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE EN CHINE
(titre provisoire)

Avant propos du Secrétaire général
Avant propos de la Commission d'État pour la réforme du secteur public

I – Introduction et Synthèse

II – Structures et outils

1. La réforme des établissements publics
2. Dispositifs institutionnels de gestion des actifs de l'État
3. La gouvernance appliquée à la réglementation
4. Vers l'administration électronique

III – La gestion des ressources publiques

5. Mettre en place un système fiscal efficace
6. Améliorer le cycle budgétaire aux niveaux central et local
7. Améliorer la politique des dépenses publiques
8. Se doter des structures institutionnelles propres à la production de statistiques
9. Professionnaliser la fonction publique
10. Lutter contre la corruption

IV – Le cadre institutionnel des forces des marchés

11. Politiques relatives au marché du travail et à la protection sociale : les enjeux en matière de gouvernance
12. Concurrence
13. Gestion des institutions bancaires
14. L'administration et le respect des droits de propriété intellectuelle
15. Politique en matière d'investissement étranger : les enjeux en matière de gouvernance

V – La gouvernance au service du développement durable

16. Cadre institutionnel pour une politique agricole efficace
17. Environnement et gouvernance
18. Enseignement supérieur

Postface du BIAC
Postface du TUAC